

VISITE DE LA DÉLÉGATION SAHRAOUIE À ANNABA Imminente reprise de la lutte armée

«Nous n'attendons pas plus longtemps la solution politique. Nous sommes prêts à reprendre la lutte armée pour recouvrer l'indépendance de notre pays. Les dernières exactions commises, une de plus, par les forces armées et les colons marocains sur la population d'Ain-Tarfet, dans la région occupée de Dakhla, interpellent notre conscience de combattants. La reprise du combat libérateur est une question de jours.» Ces propos ont été exprimés en aparté par M. Daf Mohamed Fadel, secrétaire général à la présidence de la République sahraouie, qui conduisait la caravane sahraouie, hôte hier et aujourd'hui d'Annaba. Au-delà de la prise de contact avec les citoyens de la commune du chef-lieu de wilaya Annaba, de l'inauguration de l'exposition de la tente sahraouie et de l'organisation d'une soirée culturelle algéro-sahraouie, l'indépendance du Sahara occidental était le seul sujet de discussion entre les membres de la délégation sahraouie, composée de plusieurs dizaines d'hommes et de femmes, et leurs hôtes algériens d'Annaba. La détermination se lisait sur les visages des Sahraouis affirmant être prêts au sacrifice pour libérer leur pays.

Elle l'était aussi dans la déclaration des proches collaborateurs de M. Daf Mohamed Fadel. Ils ont estimé que le temps des pourparlers est révolu et que ce qui a été pris par la force, devrait être repris par la force. L'exemple du combat libérateur entrepris par les Algériens contre l'occupant français est constamment cité dans les propos des uns et des autres. «Alors que dans les territoires occupés, nos populations sont quotidiennement soumises à des exactions commises par l'armée marocaine, nos richesses sont pillées par les colons marocains. Cela doit cesser», ont répété plusieurs membres de cette délégation.

Durant leur séjour, les Sahraouis prendront langue avec les représentants de la société civile d'Annaba pour expliquer leur combat libérateur et effectueront des visites dans différentes structures socioéconomiques, avant de prendre la destination de la wilaya d'Oum-El-Bouaghi où ils seront attendus dans la matinée de mardi prochain.

A. Djabali

CENT MILLE TONNES DE POMMES DE TERRE STOCKÉES EN UN MOIS

Les propriétaires de chambres froides reçoivent leur premier chèque

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural s'est réuni, hier, avec les propriétaires de chambres qui recevront leur premier chèque dès aujourd'hui. 100 000 tonnes de pommes de terre ont été stockées un mois après l'entrée en application du système de régulation des produits de large consommation (Syrpalac).

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les professionnels du stockage semblaient satisfaits, hier, lors de la rencontre avec Rachid Benaïssa. Cette réunion, la première du genre, intervient un mois après l'entrée en vigueur du Syrpalac.

Le système mis en place par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a fonctionné puisque le prix de la pomme de terre connaît une certaine stabilité sur le marché. Pour ce qui est des stocks, la barre des 100 000 tonnes de pommes de terre a été franchie ces derniers jours.

Les propriétaires de chambres froides ayant participé à cette opération recevront, à partir d'aujourd'hui, leur premier chèque. Dans le cadre du Syrpalac, l'Etat subventionne le stockage de



Photo : DR

La quantité est telle qu'un problème de place risque de se poser.

ce produit selon le barème suivant : 1,50 DA le kilogramme/mois pour les tubercules en vrac et 1,80 DA le kilogramme/mois pour ceux emballés dans des filets. «Notre objectif n'est pas d'imposer un contrôle de l'Etat sur le marché de la pomme de terre ou de tout autre produit de large consommation.

Le but du Syrpalac consiste plutôt à défendre le pouvoir d'achat des consommateurs ainsi que les intérêts des agriculteurs», a tenu à rappeler le ministre. Les propriétaires de chambres froides ont toutefois soulevé la problématique des capacités de stock-

age. «L'essentiel de l'espace disponible est réservé actuellement à la pomme de terre de consommation. Nous risquons d'être confrontés à un problème de place pour préparer les quantités de semences de pommes de terre destinées à la prochaine saison», a relevé l'un d'eux.

Selon M. Benaïssa, des procédures de déstockage sont actuellement en phase d'élaboration au niveau de son département. Présents lors de cette réunion, des producteurs de pommes de terre ont également eu l'occasion de saisir directement le ministre à propos de certains problèmes auxquels ils

sont confrontés. Disponibilité des engrais, crédits de campagne, irrigation des périmètres agricoles à partir des barrages..., le ministère s'est engagé à prendre en charge l'ensemble des doléances. Notons, par ailleurs, que Rachid Benaïssa a également rencontré hier les présidents et les secrétaires généraux des chambres d'agriculture. Les journées d'aujourd'hui et demain seront consacrées aux représentants des CCLS (coopératives des céréales et des légumes secs) et aux vétérinaires et contrôleurs phytosanitaires.

T. H.

COORDINATION NATIONALE DES SYNDICATS DES PORTS D'ALGÉRIE (CNSPA)

«Nous refusons la privatisation de filiales déjà rentables»

Réunis le 4 août dernier, les membres de la Coordination nationale des syndicats des ports d'Algérie dénoncent «le mutisme du ministère des Transports face à leurs revendications».

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Précisant que la demande d'audience déposée auprès des services du ministère de tutelle n'a pas été acceptée, les syndicalistes réitérèrent leurs revendications qui sont principalement axées sur «la dénonciation de la spoliation des équipements maritimes ainsi que la privatisation des ports».

Selon M. Gomri, coordinateur des syndicats des ports d'Algérie, la STH, une société filiale de Sonatrach créée en partenariat avec l'Entreprise du port d'Arzew (20 %) celle du port de Skikda (15 %) et celle de Béjaïa (5%), constitue une préoccupation pour les syn-

dicats de ces ports «du fait que la démarche des pouvoirs publics a été initiée de façon unilatérale».

La Coordination a dénoncé le fait que le partenaire social n'ait pas été associé aux réunions qui ont été programmées. La CNSPA dit ainsi vouloir attirer l'attention des pouvoirs publics sur le fait que «la STH ambitionne d'accaparer toutes les prérogatives liées à la gestion des ports pétroliers».

Selon le communiqué de la CNSPA, il s'agit notamment de la spoliation des équipements maritimes que sont les remorqueurs, pilotins et canots. Les syndicalistes préciseront, en



Photo : Samir Sid

La CNSPA refuse toute forme de concession.

outre, que le transport des hydrocarbures et les opérations de pilotage et de remorquage reviennent aux

entreprises portuaires.

La CNSPA expose aussi ses préoccupations concernant la privatisation des

ports, essentiellement du terminal à conteneurs du port d'Alger par le groupe Dubai Emirati. Les tra-

vailleurs disent, par le biais de leur syndicat, refuser toute forme de concession et de privatisation des ports. «Nous avons pourtant précisé que toute initiative devait se faire en consultation avec le partenaire social», a déclaré M. Gomri qui s'interrogera sur l'utilité de privatiser des filiales déjà rentables.

Les membres de la Coordination mettront aussi en avant l'argument selon lequel 60 % des bénéfices des entreprises portuaires proviennent du terminal à conteneurs.

La Coordination prévoit ainsi une réunion au début du mois de septembre prochain en vue d'une consultation avec les syndicats des ports du pays sur les actions à entreprendre.

F.-Z. B.